

M. Pepin: Enfin, presque; à un ou deux jours près. Il a certes été ici plus souvent que quiconque de l'autre côté. Il sera très probablement ici demain. La question peut attendre jusque-là. Je crois qu'on y répondra sans l'ombre d'un doute dans le prochain budget, de sorte que personne ne sera gêné, contrarié, provoqué ni lésé dans l'affaire.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION DE RÉDUIRE LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION AUX PROVINCES

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): J'ai pensé que peut-être le premier ministre suppléant a eu un rôle à jouer ici, mais il est clair qu'il n'a pas eu un tel rôle. Est-ce que je peux poser la question au ministre d'État (Finances)? Est-ce qu'il peut indiquer si le gouvernement a l'intention de réduire de 1.5 milliard de dollars les paiements de péréquation aux provinces pour les services sociaux, pour l'éducation post-secondaire, et si ce n'est pas 1.5 milliard de dollars, comme le ministre des Finances vient de le dire, est-ce que le ministre peut indiquer à la Chambre le montant des réductions prévues par le gouvernement?

M. La Salle: C'est très simple, monsieur Pepin!

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, je voudrais simplement rappeler au chef de l'opposition qu'il y a toujours des copies du budget du mois d'octobre 1980 qui sont disponibles, et que dans ce budget il était clairement exprimé que dans l'optique de réduire le déficit et les dépenses du gouvernement, on avait prévu, sur une période de deux ans, certaines réductions dans une partie du budget qui couvrent plus de 20 p. 100 des dépenses du gouvernement, et si le chef de l'opposition veut bien s'en donner la peine, il pourra relire les paragraphes se rapportant à cette disposition.

* * *

[Traduction]

LA CONDITION PHYSIQUE ET LE SPORT AMATEUR

L'APPUI FINANCIER ACCORDÉ AUX ATHLÈTES

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État chargé de la condition physique et du sport amateur. La journée lui semble être propice, mais d'ici la fin de la période des questions, il changera peut-être d'avis. De toute façon, ma question a trait à une déclaration d'Abby Hoffman, nouvelle directrice de Sport Canada, à qui on prête les propos suivants:

... on consacre trop de temps et d'efforts à la bureaucratie sans s'assurer que ces éléments bureaucratiques auront un effet positif sur le sport.

M^{lle} Hoffman a également déclaré que le Canada ne se trouvera jamais parmi les huit meilleurs pays à l'échelon international, à moins que nous n'augmentions les fonds affectés directement à l'athlétisme. A l'heure actuelle, comme le ministre le sait, les fonds consacrés directement au sport s'élèvent à environ 3 millions de dollars sur un budget de 30 millions de dollars, le reste étant affecté à la bureaucratie et à d'autres subventions. Le ministre convient-il que nous ne pouvons faire mieux dans le domaine de l'athlétisme au niveau

Questions orales

international, à moins de majorer l'appui financier que nous accordons à nos athlètes et, si tel est le cas, que compte-t-il faire à ce sujet?

L'hon. Gerald Regan (secrétaire d'État): Madame le Président, le député, qui a toujours été un chaud partisan du sport amateur au Canada, cite une personne hautement distinguée dont le Canada vient de s'assurer les services. Abby Hoffman devrait se signaler en tant que directrice de Sport Canada et, en assumant de si hautes fonctions, contribuer immensément à promouvoir la cause du sport amateur chez nous.

Relativement aux sommes mises à la disposition des athlètes amateurs, je pense que nous avons accompli d'immenses progrès; ainsi, à l'occasion des jeux d'été de Montréal, en 1976, grâce à la stratégie des jeux et aux efforts que les gouvernements fédéral et provinciaux avaient déployés au cours des trois années précédentes, nous nous sommes hissés au classement final du 25^e rang au 10^e. J'estime que la tenue des Jeux olympiques d'hiver à Calgary en 1988 nous encourage à redoubler d'efforts à l'égard des jeux d'hiver au cours des prochaines années.

L'octroi de crédits supplémentaires en vue d'assurer à nos athlètes d'élite une formation plus poussée et de leur fournir l'occasion de se mesurer à des athlètes de calibre international est un objectif très louable. Si ces destructeurs du Canada qui nous font face à notre gauche n'avaient pas cédé Loto Canada aux provinces, nous disposerions déjà des ressources voulues. J'ose espérer que les députés appuieront l'établissement au Canada d'une loterie sur les résultats sportifs qui sera proposée dans un prochain bill.

● (1500)

LE FINANCEMENT DES JEUX DE 1982 EN AUSTRALIE

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Le ministre, qui est l'un des plus éminents appuis des athlètes canadiens, ...

Des voix: Oh, oh!

M. Rose: ... sait pertinemment et comprend certainement que même s'il réussissait à lancer sa loterie sportive, il n'en tirerait aucun bénéfice avant 1983. Le ministre sait également qu'en 1982, les Jeux du Commonwealth auront lieu en Australie. En 1978, le Canada avait remporté la palme lors de ces jeux à Edmonton, à la grande joie et fierté de tous les Canadiens.

Le ministre prévoit-il des mesures en vue d'un financement spécial et, dans l'affirmative, en fera-t-il part à la Chambre?

L'hon. Gerald Regan (secrétaire d'État): Je tiens à dire au député que les fonds que l'on accorde actuellement à la santé et au sport amateur sont dépensés de manière tellement efficace que nous sommes convaincus qu'ils suffiront amplement à répondre aux besoins d'événements comme celui qu'il a évoqué, les Jeux mondiaux pour étudiants, qui auront lieu à Edmonton. Ce qu'il nous faut, cependant, c'est énormément d'argent pour aider à préparer les Jeux olympiques d'hiver, qui se tiendront à Calgary en 1988. C'est pourquoi il est important d'agir tout de suite et de lancer une loterie sportive. En attendant, j'ai confiance que le Conseil du Trésor, dans sa sagesse infinie, continuera de comprendre toute l'importance du travail accompli par la direction de santé et sport amateur.